

RAPPORT SOMMAIRE



DIALOGUE SEMI-OFFICIEL CANADA-INDE

Minéraux Critiques & Résilience de la Chaîne d'Approvisionnement



ASIA PACIFIC
FOUNDATION
OF CANADA

FONDATION
ASIE PACIFIQUE
DU CANADA

ananta
aspen centre



Introduction

Ce dialogue stratégique semi-officiel a eu lieu à un moment charnière dans les relations Canada-Inde. Au cours des mois précédents, les deux pays avaient tenu plusieurs réunions de haut niveau, dont deux entre Narendra Modi, le premier ministre indien et Mark Carney, le premier ministre canadien. De plus, ils ont annoncé une série d'initiatives visant à rebâtir la relation bilatérale. Ensemble, ces avancées ont donné un nouvel élan à la coopération dans le commerce, les investissements, les technologies et la sécurité économique.

Faits saillants :

- la [Déclaration commune Canada-Inde](#) : « renouveler l'élan vers un partenariat plus fort » émise en octobre 2025;
- l'annonce du lancement des négociations sur un [Accord de partenariat économique global \(APEG\) Canada-Inde](#) à la fin novembre 2025;
- le [Plan d'action sur les minéraux critiques du G7](#), dans le cadre duquel le Canada et l'Inde seront partenaires;
- le [Partenariat pour la technologie et l'innovation](#), dans lequel les deux pays et l'Australie se concentreront sur « l'innovation en matière d'énergie verte et la mise en place de chaînes d'approvisionnement résilientes, notamment dans le domaine des minéraux critiques ».

La déclaration commune d'octobre décrivait trois engagements qui concernaient particulièrement la discussion du jour, soit :

**24 NOVEMBRE 2025 |
NEW DELHI, INDE**

*Convoqué par la Fondation
Asie Pacifique du Canada, en
collaboration avec le Ananta
Aspen Centre et le Haut-
commissariat du Canada en Inde.*

AUTEURES

Vina Nadjibulla, Vice-
présidente, Recherche et
stratégie, Fondation
Asie-Pacifique du Canada

Erin Williams, directrice,
Programmes, Fondation Asie-
Pacifique du Canada

- la promotion du dialogue entre les gouvernements, acteurs industriels et les groupes de réflexion afin de déterminer de quelles façons l'expertise minière canadienne peut fournir à l'Inde les minéraux critiques à sa sécurité énergétique;
- l'organisation du premier Dialogue annuel sur les minéraux critiques en marge de la conférence de l'Association des prospecteurs et entrepreneurs ([ACPE](#)) à Toronto en mars 2026;
- la reprise du Forum des PDG Canada-Inde, qui réunira des dirigeants et dirigeantes d'entreprises de premier plan des deux pays afin de formuler des recommandations concrètes et réalisables à l'intention des deux gouvernements, et ce, en vue de faciliter la croissance du commerce et des investissements bilatéraux, en mettant l'accent sur des secteurs prioritaires tels que les technologies propres, les infrastructures, l'agroalimentaire et l'innovation numérique.

Les participants ont insisté sur le fait que l'accès aux chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques, dont les éléments des terres rares, est désormais une préoccupation importante pour les deux pays en ce qui a trait à la sécurité économique. Le Canada et l'Inde ont tous deux subi la coercition économique et l'arsenalisation de la chaîne d'approvisionnement, surtout par la Chine, tout en étant aux prises avec la volatilité du commerce et l'incertitude tarifaire causées par les changements de politiques américaines sous l'administration Trump.

Malgré l'absence de coopération Canada-Inde de longue date quant aux minéraux critiques, les participants ont noté à plusieurs reprises la forte complémentarité des deux économies. Le Canada possède de vastes richesses minérales, des technologies d'extraction poussées et des normes strictes en matière d'environnement et de gouvernance; pour sa part, l'Inde dispose d'une capacité de raffinage et de traitement à coût concurrentiel, d'une production adaptable et un vaste réservoir de talents techniques et scientifiques.

Notamment, les participants ont indiqué que le contexte politique a beaucoup changé depuis la première rencontre du groupe en février 2025. À ce moment-là, la principale mission était d'encourager chez les deux pays la volonté politique de rebâtir leur relation. Ce processus étant

désormais bien en marche, la discussion a dépassé le « quoi » et le « pourquoi » pour se concentrer sur le « comment ».

En outre, les initiatives et les réformes des politiques nationales parallèles des deux pays ont orienté ce dialogue. Le Canada et l'Inde ont tous deux lancé des initiatives et des plans d'action nationaux sur les minéraux critiques (et sont parvenus à de nouveaux accords bilatéraux, trilatéraux et multilatéraux à ce chapitre) qui créent un contexte favorable à la coopération.

L'Inde a émis sa [Mission nationale sur les minéraux critiques](#) en 2025, qui couvre toute la chaîne d'approvisionnement de la prospection à la valorisation, y compris le recyclage. Ce plan engage 1,9 milliard \$ CA, dont 170 millions \$ CA pour le recyclage, et répertorie 24 minéraux critiques (sur une trentaine) dont le gouvernement national participera au commerce. De plus, l'Inde a établi des cibles de transition vers les énergies propres, dont l'atteinte de la carboneutralité d'ici 2070 et une énergie provenant à 50 % de sources autres que les combustibles fossiles d'ici 2030. Le pays cherche également à introduire de six à sept millions de véhicules électriques (VE) dans les prochaines années. L'atteinte de ces cibles exigera des énergies propres (comme les panneaux solaires et les éoliennes), donc un accès constant aux minéraux critiques (comme les terres rares) de même que l'expérience et la technologie pertinentes.

Le Canada a lancé sa [Stratégie pour l'Indo-Pacifique](#) et sa [Stratégie sur les minéraux critiques](#) en 2022, créant des cadres à même d'approfondir les partenariats en Asie et de placer le Canada comme fournisseur mondial fiable en ressources nécessaires à l'alimentation des économies verte et numérique. Cette année, le Canada a ouvert le [Bureau des grands projets](#) pour accélérer l'approbation et la finalisation des ports, mines, corridors commerciaux et autres grands projets qui contribueront à un meilleur accès aux ressources naturelles du pays. En ce qui a trait aux minéraux critiques, il vise à dégager des voies réglementaires claires et prévisibles, à accélérer les décisions finales en matière d'investissement et à accorder la priorité à la durabilité.

Partant de ces bases, le groupe s'est concentré sur les mesures concrètes visant à traduire les priorités des deux pays en actions quant aux minéraux critiques.

Points à retenir

- **Passer des cadres aux projets.** La coopération Canada-Inde quant aux minéraux critiques ne réussira que si elle délaisse les déclarations d'intentions générales pour se concentrer un petit nombre de projets pilotes commercialement viables et dotés de ressources suffisantes. Les participants ont déconseillé de trop se fier aux nouveaux cadres sans mécanismes de livraison clairs.
- **Présenter la coopération au sujet des minéraux critiques comme une priorité quant à la sécurité économique des deux pays,** en montrant ce qui lie l'énergie propre, la fabrication de pointe et les technologies connexes à la défense à la résilience à long terme de la chaîne d'approvisionnement.
- **Tirer parti de la complémentarité et éviter les doublons.** Le Canada et l'Inde devraient s'abstenir d'imiter le modèle d'État de la Chine. En lieu et place, ils devraient bâtir un partenariat ne se restreignant pas au marché qui allierait la production et la technologie du Canada en amont aux capacités de traitement, de raffinage et de fabrication intermédiaires en Inde.
- **Se servir des outils étatiques pour faire affluer du capital privé.** De longs échéanciers, la volatilité des prix et le risque technologique exigent des interventions ciblées comme la finance endossée par l'écoulement, la prise de participation souveraine, les investissements garantis et une approbation réglementaire accélérée.
- **Choisir les minéraux prioritaires pour gagner des points le plus tôt possible.** Le lithium, le nickel, le cuivre et certaines terres rares sont ressortis comme points de départ logiques selon la prévision de la demande, les capacités existantes et les retombées des politiques telles que les réformes tarifaires de l'Inde.
- **Partenariats institutionnalisés.** Le Dialogue annuel sur les minéraux essentiels proposé à l'ACPE en 2026 devrait aller de pair avec un groupe de travail permanent axé sur le choix de projets, la concordance réglementaire et les solutions de financement.
- **Approfondir les engagements infranationaux** Les provinces canadiennes et les États indiens sont aux commandes d'aspects importants de la délivrance de permis, des infrastructures et des politiques industrielles. Des alliances ciblées province-État peuvent accélérer la coopération concrète plus que les initiatives strictement fédérales.
- **Investir dans la R et D et les compétences communes.** Le fait de mettre en lien les universités et laboratoires canadiens avec les institutions indiennes comme les Councils of Scientific & Industrial Research (CSIR) et Indian Rare Earths Limited (IREL) pourrait accélérer l'innovation en extraction, en traitement, en recyclage et en rendement ESG, alors que le développement et la formation de la main-d'œuvre pourraient renforcer les capacités à long terme.
- **Bâtir la confiance des investisseurs par la conclusion rapide d'un Accord de partenariat économique global (APEG).** Pour débloquer le capital institutionnel, dont les fonds de pension, et permettre une collaboration soutenue du secteur privé, on a considéré comme essentielles la protection des investisseurs et la prévisibilité, dont le règlement de différends et des claires plus claires.

SÉANCE 1

La coopération Canada-Inde dans un monde en changement : exploration de zones pragmatiques d'engagement, notamment quant aux partenariats et à la résilience économiques



Quels sont les livrables à court et à moyen terme qui feront avancer la coopération Canada-Inde tout en limitant les risques géopolitiques?

Avant de se lancer dans la coopération au sujet des minéraux critiques, les participants ont suggéré une série d'étapes favorables à un contexte d'épanouissement des relations bilatérales.

- Dans un premier temps, ils ont insisté sur la nécessité d'une stratégie claire énonçant ce que les deux pays souhaitent retirer de cette relation. Cette précision permettrait aux deux parties de suivre les progrès et de cerner les obstacles potentiels (et de les lever). Idéalement, les principales activités seraient coordonnées et alignées sur le calendrier des visites de haut niveau et les événements importants comme l'ACPE.
- En outre, il y a de l'intérêt pour la réalisation d'une étude mise à jour sur les retombées économiques possibles de l'APEG. Une étude de ce genre devrait intégrer les perspectives du secteur privé des deux pays et refléter les priorités actuelles, telles que la prééminence des minéraux critiques et le rôle des jeunes entreprises perturbatrices, des questions d'ordre secondaire lors des premiers pourparlers commerciaux il y a 15 ans.
- Les participants ont suggéré que soit redéfini le partenariat Canada-Inde en éducation pour qu'il ne se limite pas à l'offre d'étudiants internationaux. À la place, il devrait être élargi pour être davantage axé sur la collaboration en matière de recherche, les échanges dans le corps professoral, les réseaux d'anciens étudiants, l'éducation des cadres supérieurs et les programmes coopératifs qui pourraient combler certains écarts.

- Enfin, on a fait remarquer qu'il faudrait évaluer les capacités des institutions à se montrer à la hauteur des ambitions des chefs, notamment en ce qui a trait au personnel, aux commissaires chargés du commerce et au traitement des visas, et ajouter des capacités dans les ambassades et les consulats au besoin.

Quant aux minéraux critiques et à la coopération en matière d'énergie et de technologies, les participants ont suggéré plusieurs cadres.

- Le Canada et l'Inde ne devraient pas chercher à imiter le modèle de la Chine lorsqu'elle a établi sa dominance en matière de minéraux critiques, modèle dont les conséquences se sont avérées désastreuses sur le marché et l'environnement. Les pays devraient plutôt explorer d'autres technologies et une formule axée sur les partenariats.
- L'orientation élargie sur la coopération en matière énergétique devrait également inclure le secteur de l'énergie nucléaire. L'Inde insiste sur le nucléaire comme autre source énergétique de base, non seulement pour les réseaux électriques, mais aussi pour les nouveaux centres de données dans tout le pays. En ce moment, New Delhi modifie deux lois connexes (la Loi sur la responsabilité civile nucléaire et la Loi sur l'énergie atomique) qui changeront le paysage de la coopération. Toutefois, les participants ont noté que les formules en matière de coopération nucléaire qui fonctionnent en contexte européen ou nord-américain ne se traduisent pas nécessairement en contexte indien.
- Pour obtenir des gains rapides, les partenaires canadiens et indiens pourraient piloter un projet de recherche technologique conjoint ayant un potentiel de commercialisation pour jauger la réaction des écosystèmes de l'innovation dans les deux pays. Les futurs projets pourraient tirer des leçons de cette expérience et s'ajuster au besoin. Du côté de l'Inde, les partenaires proposés comprenaient les suivants :
 - les Councils of Scientific & Industrial Research ([CSIR](#)), qui fonctionnent de façon semblable aux laboratoires de recherche gouvernementaux



et entreprennent de la recherche de pointe; notamment, les CSIR de Bengaluru et Odisha, qui effectuent des travaux intéressants sur les terres rares;

- Indian Rare Earths Limited ([IREL](#)), une entreprise du secteur public dirigée par le gouvernement, qui soutient principalement le secteur nucléaire;
- Khanij Bidesh India Ltd. ([KABIL](#)), qui cherche des occasions d'affaires à l'étranger; parmi les exemples cités, on compte la récente acquisition d'une mine d'ions de lithium en Argentine et des PE pour le cobalt et le nickel en Australie;
- Coal India Limited, une entreprise du secteur public qui se concentre également sur l'acquisition de mines à l'étranger.

SÉANCE 2

Commerce des minéraux critiques et investissements : voies indo-canadiennes de traitement, de raffinage et de récupération de la valeur ajoutée



Quels instruments concrets en lien avec le commerce et les investissements pourraient débloquer des projets conjoints en minéraux critiques, dont la finance endossée par l'écoulement, un traitement tarifaire ciblé pour la matière traitée, des règles d'origine pour les produits raffinés, des garanties sur les investissements, des forfaits sur l'alimentation, les terres et les impôts, et des véhicules bilatéraux pour la mise en œuvre des projets?

Les participants ont reconnu un écart important dans l'écosystème du financement des minéraux critiques. Les projets d'exploitation minière, de traitement, de fabrication des composants critiques et de recyclage font face à de longs horizons temporels, amplifiés par l'incertitude technologique et des environnements instables en lien avec les politiques qui dissuadent l'engagement des investisseurs.

À l'échelle mondiale, le resserrement des restrictions commerciales a amplifié ces problèmes structurels. La Chine arsenalise toujours les terres rares et les matières servant à fabriquer des batteries. De plus, d'autres pays augmentent les tarifs et imposent des barrières non tarifaires, souvent présentées comme des normes techniques ou environnementales, qui désavantagent les rivaux étrangers. Pour l'Inde, une difficulté supplémentaire : la taille et le degré de maturité de l'écosystème du financement. Comme l'a déclaré un

participant, il est difficile pour l'Inde d'imiter la Chine en achetant une mine ou en investissant des sommes énormes en innovation.

En même temps, le Canada, l'Inde et beaucoup d'autres pays reconnaissent la nécessité d'agir vite et avec détermination pour développer de nouvelles capacités. Selon les projections, la demande pour certains minéraux importants devrait grimper d'autant que 300 % d'ici 2030. Toutefois, laissés à la merci des forces du marché, les projets ne peuvent survivre dans un régime où la Chine établit effectivement les prix mondiaux et domine la capacité intermédiaire.

Dans cette confluence de turbulence et d'urgence, les participants ont avancé que le Canada et l'Inde peuvent trouver des façons « révolutionnaires » de collaborer. Le Canada dispose de vastes ressources et de technologies poussées, mais sa capacité est limitée en ce qui concerne

la fusion. Quant à l'Inde, elle offre le raffinage à des prix concurrentiels, souvent égaux ou inférieurs à ceux de la Chine, de même qu'une capacité de fabrication évolutive et un fort capital humain. Ensemble, ces deux pays pourraient établir une autre chaîne d'approvisionnement qui extrait les minéraux au Canada, les raffine en Inde et fabrique des produits là où la demande existe.

La réalisation de cette vision exigera une intervention gouvernementale directe. Les avenues possibles pour des actions comprennent celles ci-dessous.

- Transformer les engagements budgétaires canadiens en coentreprises. Le budget fédéral 2025 du Canada comprenait un degré sans précédent d'engagements gouvernementaux envers le secteur minier, dont un fonds souverain de 2 milliards \$ CA visant à réduire les risques liés aux investissements de départ par des écoulements et l'acquisition de capitaux propres. Les participants réclament qu'on s'en serve pour catalyser des partenariats, comme des projets de traitement conjoint, et pour faciliter les ententes d'écoulement dans lesquelles les fabricants indiens (dont les fabricants de batteries, les sociétés aérospatiales et les entreprises de technologies propres) s'engagent à acheter des matières canadiennes.
- Bâtir une architecture de chaîne d'approvisionnement réaliste et flexible. Les nouvelles mines n'entreront pas en exploitation à court ou à moyen terme. Entre-temps, les deux parties pourraient trouver des partenaires en capitaux propres autres que chinois dans les exploitations existantes qui seraient ouverts à rediriger leur écoulement vers l'Inde, le Canada ou d'autres acheteurs de confiance. De plus, les participants ont suggéré des investissements conjoints dans des pays tiers, surtout en Afrique, où l'intérêt est fort en ce qui a trait aux partenariats comportant des transferts technologiques.
- Élargir la discussion au-delà des terres rares. Il existe des possibilités de coopération entre le Canada et l'Inde quant aux minéraux critiques (comme les métaux des groupes du platine et du titane), aux terres rares et à leurs applications. Libérer ce potentiel exigera non seulement un financement de l'écoulement, mais aussi des mécanismes bilatéraux pour simplifier les approbations et faciliter le transfert des technologies.

- Tirer parti des partenariats existants et donner des gains tangibles. Au lieu d'inventer de nouveaux cadres, les deux parties pourraient bâtir sur les relations et les ressources existantes (comme les PE du CSIR avec l'Université de la Saskatchewan) et, plus important encore, « choisir un projet et l'entamer tout de suite ». En pratique, il s'agit de cibler une difficulté précise (par exemple, l'extraction du lithium d'un gisement indien en particulier ou l'optimisation de l'extraction de la potasse au Rajasthan) et d'y accorder la priorité.

De plus, les participants ont souligné le fort potentiel de l'Ontario en ce qui a trait aux partenariats. En effet, elle est la première province canadienne pour la population et le PIB. Elle a pour ambition de devenir un centre important de fabrication de VE et le seul endroit dans l'hémisphère occidental ayant tous les minéraux critiques (dont le nickel, le cobalt, le lithium et le graphite) nécessaires pour construire des batteries aux ions de lithium. En outre, il s'agit d'une province fiable, accessible et respectueuse des lois pour les sociétés cherchant à s'implanter dans le marché nord-américain.

Les minéraux présents en Ontario (et dans les autres provinces canadiennes) sont centraux à la technologie de l'Inde et à ses besoins en sécurité énergétique. De plus, la province investit de façon stratégique et à long terme dans l'expansion de la capacité de traitement. Parmi les exemples de progrès récents, on compte :

- un [fonds de traitement des minéraux critiques](#) de 500 millions \$ pour accélérer et renforcer la chaîne d'approvisionnement de bout en bout (en plus de démarches pour faire affluer du capital privé);
- le développement accéléré d'une mine de lithium ([Frontier Lithium](#)) à Thunder Bay, dans laquelle l'entreprise japonaise Mitsubishi a investi 25 pour cent et à laquelle la province a contribué 162 millions \$ CA pour le soutien de la production d'hydroxyde de lithium servant dans les batteries de VE;
- une usine de graphite synthétique à grande échelle de 3,2 milliards \$ CA qui, une fois en activité, produira des anodes pour les batteries (l'Ontario dispose également d'une usine d'anodes, de cathodes et de séparateurs en cours de construction par Asahi Kasei). Ensemble, ces investissements renforceront la chaîne d'approvisionnement des batteries de VE et du stockage.

SÉANCE 3

Géopolitique et technologie : la coopération Canada-Inde en lien avec les risques, la recherche et les voies vers la résilience quant aux minéraux critiques



Quels sont les facteurs de perturbation géopolitiques et les écarts technologiques qui menacent l'approvisionnement (restrictions sur les exportations, concentration sur un seul marché, normes divergentes)? Quels mécanismes existent pour la R et D, le financement et la gouvernance? En outre, comment le Canada et l'Inde peuvent-ils résoudre les problèmes de vulnérabilité, combler les écarts technologiques et parvenir à des chaînes d'approvisionnement résilientes, y compris pour les terres rares?

Les participants ont noté que le choc tarifaire causé par Donald Trump a forcé le Canada et l'Inde à confronter leurs vulnérabilités commerciales, ce qui a révélé leur intérêt stratégique commun pour une intégration économique approfondie. À Ottawa, un nouveau dirigeant politique a adopté une vision pragmatique de la relation avec New Delhi, une relation mûrie et motivée par les intérêts.

Les minéraux critiques se trouvent au centre de ce changement. Alors que la Chine resserre son emprise sur la chaîne de valeur, élargissant le contrôle des exportations des minéraux aux technologies de traitement en tant que telles, les pays comme le Canada et l'Inde se voient forcés de reconstruire leurs capacités à partir de presque rien. Au contraire de la Chine, ils doivent s'y prendre dans des conditions environnementales et des normes de travail strictes, des

coûts en augmentation et des échéanciers qui s'étirent.

Pour l'Inde, l'enjeu est de taille. La Chine constitue la principale menace stratégique de l'Inde, le Pakistan étant de plus en plus vu comme un prolongement de la Chine. Cette perception oriente la prise de décisions indienne dans tous les secteurs dans lesquels New Delhi est déterminée à limiter la présence chinoise, qu'il s'agisse de l'approvisionnement pour la défense, des centres de données ou des semiconducteurs.

Dans ce contexte, les participants ont avancé que l'Inde et le Canada ont l'occasion d'établir une chaîne d'approvisionnement en minéraux critiques autre que chinoise, ce à quoi aucun des deux pays ne parviendrait seul. Parmi les propositions concrètes, on compte :

- la R et D conjointe : relier les institutions indiennes comme CSIR et IREL et les laboratoires et

universités du Canada pour s'attaquer à l'extraction environnementalement durable, améliorer les technologies de traitement et réaliser des percées quant au recyclage;

- l'établissement d'un fonds d'investissement Canada-Inde en minéraux critiques, qui pourrait être élargi jusqu'à inclure des partenaires ayant une vision semblable, comme les membres du Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (Quad) et le Minerals Security Partnership (MSP), le but étant de concurrencer avec le modèle de financement chinois mené par l'État; les participants ont noté que les fonds de pension canadiens ont déjà lourdement investi dans les énergies renouvelables, donc les minéraux critiques seraient une prochaine étape logique;
- l'alignement des normes et des règlements : lorsque les règles en matière d'environnement, de travail et de transparence sont mieux alignées, les entreprises peuvent intégrer les chaînes d'approvisionnement plus facilement;
- le regroupement de l'approvisionnement et la coordination des investissements en traitement : les gouvernements pourraient travailler à rebours à partir des VE et des cibles en énergie propre (comme le déploiement de VE d'ici 2030) pour estimer les volumes nécessaires de lithium, de graphite, de nickel et de terres rares, et cibler les mines, raffineries et infrastructures nécessaires.

Les participants ont relevé plusieurs configurations trilatérales et multilatérales potentiellement aptes à appuyer ces mesures :

- un partenariat Inde-Canada-Australie pour co-investir dans des projets en Afrique ou en Amérique latine, et ce, en réunissant les exploitants australiens et les capitaux canadiens;
- un partenariat Inde-Canada-Japon pour le traitement, le recyclage et la fabrication en aval en Asie du Sud-Est, tirant parti de la coopération existante entre l'Inde et le Japon en ce qui a trait aux terres rares;
- l'utilisation des cadres existants comme le G7, le MSP et les normes de l'ONU sur les minéraux de transition

pour aligner les règles et les attentes du côté de tous les partenaires.

Les participants ont souligné que le progrès forcera les pays à confronter de dures réalités. Le Canada et l'Inde doivent s'abstenir d'insister sur les processus et les cadres pour plutôt prioriser la réalisation de projets concrets.

Selon une suggestion, les membres du partenariat pourraient choisir quelques projets potentiels (minéraux prioritaires et initiatives tangibles) et investir des ressources étatiques dans leur réalisation. Par exemple, le lithium, le nickel et le cobalt (pour lesquels le Canada possède de solides capacités relatives au traitement et aux technologies), et les terres rares, notamment en Alberta et au Québec, où se concentre l'expertise canadienne.

Un thème connexe souvent mentionné : les gouvernements nationaux n'y arriveront pas seuls. Au Canada, les provinces réglementent les ressources naturelles et la délivrance de permis. Par conséquent, le progrès passera par la Saskatchewan, le Québec et l'Ontario, des provinces où des projets de minéraux critiques sont déjà en cours et qui disposent de grappes de R et D et de partenariats industriels qui pourraient bénéficier à l'Inde. Dans cette dernière, le Gujarat est en train de mettre sur pied un parc dédié aux minéraux critiques en collaboration avec des laboratoires internationaux. D'ailleurs, le pays essaie de convaincre des partenaires canadiens de lui fournir la fabrication d'aimants, le traitement de terres rares et le transfert technologique.

En même temps, les participants ont noté qu'afin d'attirer des investissements, surtout des jeunes sociétés minières canadiennes, l'Inde devra approfondir ses réformes pour renforcer la sécurité des régimes fonciers, rendre les structures de redevances plus transparentes, mieux protéger les investisseurs et rendre la délivrance de permis plus prévisible.

Enfin, les participants ont émis une mise en garde contre l'ingérence. Des restrictions sévères sur les exportations de déchets ou de minéraux critiques et des politiques rigides prescrivant de tout faire à l'intérieur des frontières peuvent enfermer les pays dans des chaînes d'approvisionnement inefficaces et coûteuses.

SÉANCE 4

Prochaines étapes et livrables : vers une feuille de route Inde-Canada



Les participants ont remarqué que le calendrier des prochains mois offre plusieurs occasions d’itérer en lien avec l’approfondissement des partenariats Canada-Inde et de mettre en œuvre la feuille de route convenue par les deux ministres des Affaires étrangères en octobre 2025. En même temps, ils étaient très conscients qu’il faut un bon équilibre entre l’avance rapide du projet et la garantie de son acceptabilité sociale dans la reconfiguration actuelle.

Parmi les suggestions, on retrouve celles ci-dessous en particulier.

- Énoncer clairement le fait que l’intervention de l’État dans le secteur des minéraux critiques ne signifie pas qu’il faut imiter le modèle chinois. En effet, bien que la formule chinoise ait réussi à établir sa dominance dans la chaîne d’approvisionnement, ses conséquences sur l’environnement et le marché se sont avérées désastreuses. Le modèle Canada-Inde ne se restreindrait pas au marché et nécessiterait l’harmonisation des politiques industrielles tout en maintenant des standards élevés.

- Il faudrait sélectionner les deux ou trois projets prioritaires pour la collaboration selon la demande future en minéraux ayant une valeur stratégique claire pour le Canada et l’Inde. Une fois lancés, ces projets devraient être appuyés par des outils politiques et financiers.
- À court terme, les deux parties pourraient mener une étude de faisabilité axée sur l’écoulement canadien en amont combiné à une usine de traitement intermédiaire conjointe en partenariat avec un fabricant indien.

Les participants ont suggéré que les minéraux précis à mettre en priorité pourraient comprendre le lithium, le nickel et le cuivre. L’Inde a relâché les droits d’importation sur beaucoup de ces minéraux dans ses budgets de 2024 et 2025. Pour sa part, le Canada possède la capacité pertinente pour le traitement et en amont.

De plus, les participants ont recommandé que les parties prenantes canadiennes et indiennes discutent avec KABIL pour trouver des sociétés indiennes et explorer les investissements conjoints.

Question de réduire les obstacles bureaucratiques, les participants ont suggéré une schématisation supplémentaire des projets, acteurs et minéraux prioritaires. De surcroît, cette schématisation devrait refléter les différences entre les paliers national et infranational quant aux lois et les rôles divergents que jouent les secteurs public et privé dans chacun des pays.

En février 2026, plusieurs présidents d'universités canadiennes visiteront l'Inde. Les participants ont remarqué que plusieurs de ces universités offrent des programmes miniers dont on pourrait profiter. Parmi les suggestions :

- explorer de nouvelles initiatives en recherche et en formation conjointe aux cycles supérieurs et potentiellement les annoncer;
- mettre sur pied des programmes de formation en milieu de carrière pour les représentants miniers (dans les deux sens), potentiellement par l'entremise d'universités ou d'associations professionnelles;

- annoncer un centre d'excellence conjoint Inde-Canada sur les minéraux critiques axé sur la R et D, les normes et le développement de la main-d'œuvre, suivant les pratiques exemplaires et conçu pour accélérer les projets pilotes commerciaux.

Enfin, en ce qui concerne le Forum des PDG, les participants ont insisté sur l'importance du recrutement de participants de haut calibre des deux côtés et la publicisation de leur participation. De plus, on a noté que les cadres supérieurs des entreprises exigent en général des délais plus longs que le gouvernement pour planifier, ce dernier convoquant des réunions à la dernière minute.

Selon les recommandations des participants, l'étude d'impact potentielle de l'APEG devrait avoir une portée plus large, ce qui cernerait les avantages globaux de la relation. Il pourrait comprendre des occasions de participation aux grands projets canadiens pour l'Inde et l'évaluation de la faisabilité d'exporter en Inde dans un possible LNG Canada phase 2.

Réflexions conclusive

Les participants ont conclu que la coopération en lien avec les minéraux critiques s'est avérée l'une des voies les plus concrètes et les plus stratégiques pour que les relations Canada-Inde poursuivent sur leur lancée. Comme le dialogue l'a souligné, la complémentarité seule ne donnera aucun résultat : passer de l'ambition aux actes exigera une priorisation rigoureuse, des investissements mieux protégés, des outils financiers ciblés et des ressources d'État dédiées à la mise en œuvre des projets. L'ACPE 2026 et le Forum des PDG prévu constituent des jalons à court terme, si bien que les participants ont souligné l'importance d'arriver à ces événements armés de concepts de projets concrets, de partenaires crédibles et d'une feuille de route claire quant aux réalisations.

ANNEX

Agenda

November
24-25, 2025
New Delhi

DAY 1, NOVEMBER 24, 2025

19:00-22:00

Reception



HOSTED BY:

Christopher Cooter, High Commissioner for Canada in the Republic of India

DAY 2, NOVEMBER 25, 2025

VENUE: NILGIRI ROOM, THE OBEROI

(Dr Zakir Hussain Marg, Delhi Golf Club, Golf Links, New Delhi, Delhi 110003, India)

9:45-10:00

Assemble

10:00-10:30

Opening Remarks



Shri K Nagaraj Naidu, Additional Secretary, Americas Division, Ministry of External Affairs, Government of India



Sara Wilshaw, Senior Assistant Deputy Minister, International Trade and Chief Trade Commissioner of Canada



Hon. Victor Fedeli, Minister of Economic Development, Job Creation and Trade, Government of Ontario

SESSION 1

10:30-11:30

India-Canada Co-operation in a Shifting World: Exploring Pragmatic Areas for Engagement, with a Focus on Economic Partnership and Resilience

SESSION FOCUS:

Identify short-to-medium term deliverables that advance India-Canada co-operation while managing geopolitical risk.



DISCUSSANTS:

Ajay Bisaria, Former Indian High Commissioner to Canada



Indrani Bagchi, CEO, Ananta Centre



Nadir Patel, Former High Commissioner for Canada in the Republic of India



Trevor Kennedy, Vice President, Asia-Pacific, Business Council of Canada



SESSION CHAIR:

Vina Nadjibulla, Vice-President, Research & Strategy, Asia Pacific Foundation of Canada

11:30-11:45

Tea and Coffee

SESSION 2

11:45-13:00

Critical Minerals Trade & Investment: India-Canada Pathways for Processing, Refining and Value Capture

SESSION FOCUS:

Concrete trade and investment instruments that unlock joint critical minerals projects: offtake-backed finance, targeted tariff treatment for processed content, rules of origin for refined products, investment guarantees, power/land/tax packages, and bilateral project-implementation vehicles.



DISCUSSANTS:

Sachin Maheshwari, Chief of Corporate Development, Lohum



Praveen Choudhary, Founder, Nexon Geochem



Photinie Koutsavlis, Vice President, Economic Affairs and Climate Change, Mining Association of Canada



Yash Kalash, Senior Fellow, Centre for International Governance Innovation



SESSION CHAIR:

Rishabh Jain, Senior Programme Lead, Council on Energy, Environment and Water

13:00-13:45 Lunch

SESSION 3

13:45-15:00

Strategic Geopolitics & Technology: India-Canada Co-operation on Critical Minerals: Risks, Research and Routes to Resilience

SESSION FOCUS:

Map geopolitical stressors and technology gaps that threaten supplies (export restrictions, single-market concentration, standards divergence), and identify joint R&D, financing, and governance mechanisms. Additionally, the session will focus on rare earths within the India-Canada critical minerals partnership, addressing geopolitical vulnerabilities, technology gaps, and pathways for resilient supply chains.



DISCUSSANTS:

Pramit Pal Chaudhuri, Practice Head, South Asia, Eurasia Group



Vikas Swarup, Former Indian High Commissioner to Canada



Anindita Sinh, Research Associate, Centre for Social and Economic Progress (CSEP)



Dr. Luisa Moreno, Director of the Critical Minerals and Industrial Resilience Institute



Nadira Hamid, CEO, Indo-Canadian Business Chamber



Jeff Biggs, Senior Director of International Affairs and Trade, Natural Resources Canada



SESSION CHAIR:

Jonathan Berkshire Miller, Senior Fellow, Macdonald-Laurier Institute

SESSION 4

15:00-16:15

Next Steps and Deliverables: India-Canada Roadmap

SESSION FOCUS:

Turn the dialogues' findings into a sequenced, accountable roadmap. Identify pilots, policy changes, financing packages and governance mechanisms that can be delivered and mutually beneficial.



DISCUSSANTS:

Karthik Bansal, Research Associate, CSEP



Saswati Dey, Director (Americas), Ministry of External Affairs, Government of India



Kasi Rao, Managing Director, Fairfax Consulting Services India



Vina Nadjibulla, Vice-President, Research & Strategy, Asia Pacific Foundation of Canada



SESSION CHAIR:

Ashok Malik, Partner, The Asia Group

16:15-16:30

Closing remarks



Christopher Cooter, High Commissioner for Canada in the Republic of India

Participants



Indrani Bagchi

Chief Executive Officer,
Ananta Centre



Kartik Bansal

Research Associate, Centre for
Social and Economic Progress



**Ambassador Ajay
Bisaria**

Senior Advisor, India, OMERS;
Former High Commissioner of
India to Canada



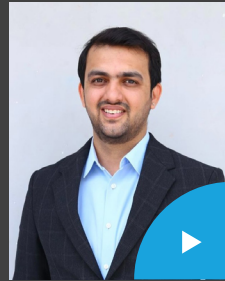
**Pramit Pal
Chaudhuri**

Practice Head, South Asia,
Eurasia Group



Saswati Dey

Director (Americas),
Ministry of External Affairs,
Government of India



Praveen Choudhary

Founder, Nexon Geochem



Rishabh Jain

Fellow, Council on Energy,
Environment and Water



Sachin Maheshwari

Chief of Corporate
Development, Lohum



Ashok Malik

Partner & Chair of India
Practice, The Asia Group



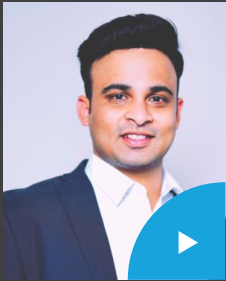
Shri K Nagaraj Naidu

Additional Secretary, Americas
Division, Ministry of External
Affairs, Government of India



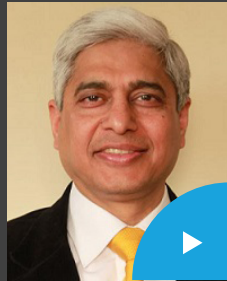
Anindita Sinh

Research Associate, Centre for
Social and Economic Progress



**Anjani Sri Mourya
Sunkavalli**

Founder & MD, ALTMIN



Vikas Swarup

Former Indian High
Commissioner to Canada



CANADA



Jeff Biggs

Senior Director of International Affairs and Trade, Natural Resources Canada



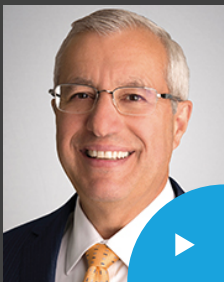
Christopher Cooter

High Commissioner for Canada in the Republic of India



Jeff David

Consul-General of Canada in Mumbai



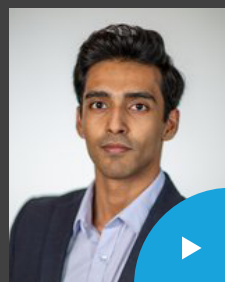
Hon. Victor Fedeli

Minister of Economic Development, Job Creation and Trade, Government of Ontario



Nadira Hamid

CEO, Indo-Canadian Business Chamber



S. Yash Kalash

Senior Fellow, Centre for International Governance Innovation



Trevor Kennedy

Vice President, Asia-Pacific, Business Council of Canada



Photinie Koutsavlis

Vice President, Economic Affairs and Climate Change, Mining Association of Canada (MAC)



Jonathan Berkshire Miller

Senior Fellow, Macdonald-Laurier Institute



Dr. Luisa Moreno

Managing Director and
Founder, Tahuti Global Inc.



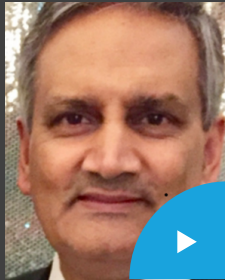
Vina Nadjibulla

Vice President, Research
and Strategy, Asia Pacific
Foundation of Canada



Nadir Patel

Former High Commissioner
for Canada in the Republic of
India



Kasi Rao

Managing Director, Fairfax
Consulting Services India Ltd



Sara Wilshaw

Senior Assistant Deputy
Minister, International
Trade and Chief Trade
Commissioner of Canada

